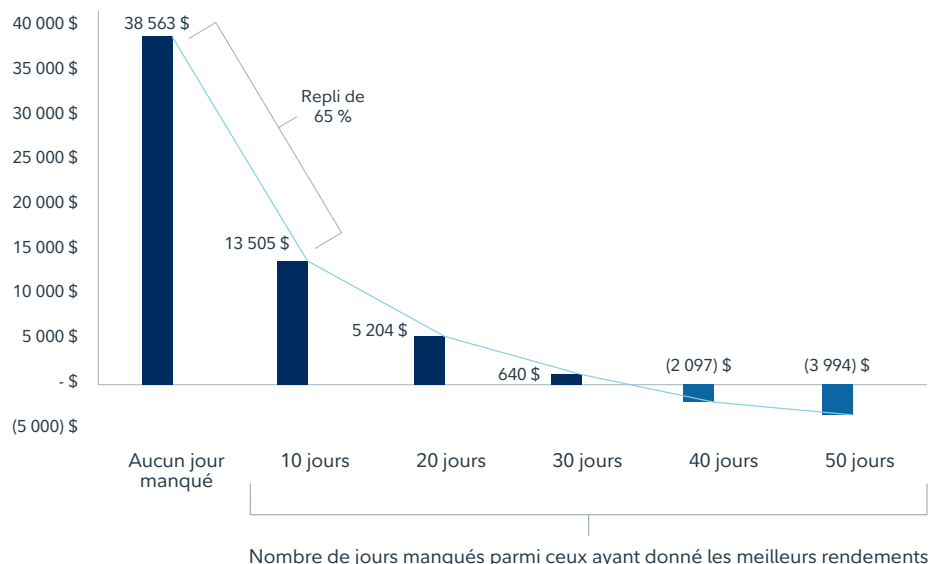


Maintenir le cap pour tirer pleinement parti de ses placements

Durée des placements

Le deuxième trimestre de 2025 offre un exemple frappant de la manière dont les marchés peuvent réagir aux manchettes et de l'importance de maintenir le cap sans liquider ses placements en période de volatilité accrue. Les droits de douane du « jour de la libération » annoncés par l'administration américaine au début d'avril ont provoqué l'un des revirements les plus spectaculaires des deux dernières décennies sur le plan du rendement boursier. Au Canada comme aux États-Unis, les marchés ont reculé de plus de 10 % en début de trimestre, pour finalement atteindre des sommets inédits en fin de période. Souvent, les journées offrant les meilleurs rendements aux investisseurs surviennent peu avant ou après les pires replis observés sur le marché. À titre d'exemple, si vous aviez manqué les dix journées les plus profitables des vingt dernières années sur les marchés canadiens, votre portefeuille vaudrait aujourd'hui moins de la moitié de celui d'un investisseur qui aurait conservé ses placements tout au long de cette période (voir le graphique ci-dessous)*.

Rendement net d'un placement de 10 000 \$ dans l'indice composé plafonné S&P/TSX



*Du 30 juin 2005 au 30 juin 2025.
Source : Fidelity Investments Canada s.r.l.

Répercussion sur le commerce mondial

Il faudra patienter un certain temps avant que les changements se fassent réellement sentir sur le plan des politiques commerciales. Les parties prenantes

POINTS À RETENIR

Après des reculs marqués en début d'année, les marchés boursiers ont connu une remontée des plus spectaculaires.

Depuis le début de l'année, les actions canadiennes ont cumulé de meilleurs rendements que les actions américaines.

La confiance des investisseurs demeurera vraisemblablement tributaire des droits de douane et des déficits budgétaires.

Malgré les enjeux qui défraient la chronique, l'histoire a démontré qu'il vaut mieux maintenir le cap que de liquider ses placements : manquer ne serait-ce que quelques-unes des meilleures journées du marché peut réduire considérablement la valeur d'un portefeuille.

ne pourront se contenter de détourner les chaînes d'approvisionnement ou d'amasser des réserves de marchandises, mais devront miser sur l'innovation et l'efficacité et former des alliances stratégiques. Si ceux et celles qui suivent la situation géopolitique ont l'impression que nous traversons une période des plus tumultueuses, la réalité sur le terrain est souvent beaucoup plus stable. La reprise rapide du marché est largement attribuable à la réaction posée des entreprises et des gouvernements aux quatre coins du monde. La dynamique de changement est néanmoins en marche. Le second semestre de l'année pourrait révéler la forme que revêtira le commerce mondial à l'avenir.

Actions canadiennes

Les actions canadiennes ont continué sur leur lancée, renforçant la confiance des investisseurs envers les marchés nationaux. L'indice composé plafonné S&P/TSX a enregistré une importante progression de 8,5 % en dollars canadiens au premier trimestre, surpassant ainsi non seulement le rendement de plusieurs autres indices à l'échelle mondiale, mais aussi – fait notable – celui des actions américaines. Le redressement observé au deuxième trimestre était principalement attribuable aux secteurs des technologies de l'information et de la consommation discrétionnaire, respectivement en hausse de 15,0 % et de 13,7 %. Après avoir essuyé des pertes au trimestre précédent, ces deux secteurs ont rebondi grâce au regain d'intérêt pour les innovations reposant sur l'IA et à la fidélisation accrue de la clientèle des grandes marques nationales.

Sur le plan économique, l'inflation a ralenti pour s'établir à 1,7 % en mai, mais la Banque du Canada, soucieuse des contrechocs des tarifs douaniers et des répercussions des autres changements de politique à venir, a néanmoins maintenu ses taux d'intérêt. Parallèlement, le taux de chômage a légèrement augmenté pour atteindre 7,0 % en mai, tandis que le taux d'épargne des ménages a reculé. Si ces tendances persistent, la banque centrale pourrait être contrainte de procéder à de nouvelles baisses de taux pour éviter que l'économie s'enlise. Le nouveau gouvernement a également accéléré la mise en œuvre de son programme stratégique de stimulation de la croissance, notamment par le biais du projet de loi C-5, qui vise à lever les obstacles au commerce interprovincial et à accélérer le développement des infrastructures. Les initiatives complémentaires dans le domaine de l'énergie, sur le plan de l'innovation en matière d'IA et en vue de la diversification du commerce extérieur témoignent elles aussi de l'orientation politique proactive prometteuse que nous avons signalée au trimestre dernier.

Actions américaines

Les actions américaines, dont le rendement est représenté par l'indice S&P 500, ont progressé de 10,9 % en dollars américains et de 5,2 % en dollars canadiens. Les secteurs des technologies de l'information et de l'industrie sont principalement responsables de ce rebond. Leurs rendements respectifs de 23,7 % et de 13,0 % en dollars américains reflètent la confiance renouvelée des investisseurs envers les secteurs axés sur la croissance. Cet élan a également profité des négociations commerciales fructueuses et de l'adoption du « One Big Beautiful Bill Act », qui a introduit un ensemble de mesures de déréglementation de l'IA, d'allégement fiscal et d'augmentation des dépenses d'infrastructure et de défense, toutes destinées à stimuler la croissance économique à long terme. Malgré l'incertitude persistante, l'économie américaine tient bon : l'inflation a légèrement augmenté pour atteindre 2,4 % en mai et le taux de chômage a enregistré une baisse inattendue pour s'établir à 4,1 % en juin. Compte tenu de la stabilité de l'inflation et du marché de l'emploi, la Réserve fédérale américaine a maintenu ses taux d'intérêt, tout en soulignant que la prudence demeure de mise, les effets inflationnistes des droits de douane ne s'étant peut-être pas encore fait pleinement sentir.

Actions internationales

Les actions internationales ont poursuivi leur trajectoire ascendante, les pays s'attellant à renforcer leurs propres économies tout en s'adaptant à la nouvelle donne en matière de commerce mondial. Les marchés développés, représentés par l'indice MSCI EAEO, ont affiché un rendement de 6,0 % en dollars canadiens à la faveur des réductions

de taux de la Banque centrale européenne, des mesures de relance budgétaire et de la dépréciation du dollar américain. Par ailleurs, les actions japonaises, longtemps négligées, suscitent un regain d'intérêt chez les investisseurs en raison des réformes en matière de gouvernance d'entreprise, des modèles d'affaires novateurs des sociétés et de la conjoncture macroéconomique stable. Les marchés émergents ont également progressé, enregistrant une hausse de 6,2 % en dollars canadiens grâce à l'appréciation des devises et à la vigueur du cours de certaines marchandises clés.

Titres à revenu fixe

Les marchés des titres à revenu fixe se sont repliés au cours du trimestre, les cours des obligations ayant pâti de la hausse des taux d'intérêt à long terme, elle-même attribuable aux craintes d'inflation liées aux droits de douane et aux plans de dépenses des gouvernements. En dollars canadiens, l'indice des obligations universelles FTSE Canada a reculé de 0,6 %, tandis que l'indice Bloomberg U.S. Aggregate Bond (couvert) a progressé de 0,7 %. Au pays, tous les yeux sont rivés sur la prochaine vague de renouvellements des prêts hypothécaires, qui avaient été consentis durant la pandémie selon des modalités parmi les plus favorables jamais offertes, et qui devront maintenant être renégociés à des taux d'intérêt plus élevés. Comme le logement compte pour près de 30 % du budget des ménages canadiens, une telle augmentation de taux pourrait venir entraver davantage le pouvoir d'achat des consommateurs, déjà mis à mal.

Au sud de la frontière, les inquiétudes croissantes quant à l'explosion du déficit budgétaire (qui atteint maintenant 6,2 % du PIB des États-Unis) ont pesé sur la confiance des intervenants du marché. Il s'agit là d'un facteur clé expliquant la dépréciation de 11,5 % du dollar américain depuis le début de l'année, soit la plus forte baisse jamais enregistrée sur six mois pour le billet vert.

Perspectives

Faut-il se résigner à composer avec l'interférence? À l'aube du deuxième semestre de l'année, les marchés mondiaux reposent sur de solides assises grâce aux données économiques stables, mais demeurent à la merci de la rhétorique de l'administration Trump. La résilience des marchés, qui semblent résister mieux que jamais au cycle des nouvelles, n'empêche pas les investisseurs de réagir en temps réel aux soubresauts de la politique commerciale américaine. Il en résulte un niveau d'interférence pire que tout ce à quoi nous avons assisté dans l'histoire récente. En outre, il est à craindre que les plus récentes données économiques soient biaisées du fait que certaines sociétés ont accumulé des stocks en prévision de l'entrée en vigueur des droits de douane, les importations par les sociétés américaines de biens provenant de l'extérieur des États-Unis ayant connu une flambée de 41 % au premier trimestre. Tant sur la scène nationale qu'à l'étranger, les contrecoups des droits de douane pourraient se faire graduellement sentir à mesure que ces réserves de marchandises se résorberont. Par exemple, le Canada a déjà commencé à enregistrer ses premiers déficits commerciaux depuis plus d'une décennie. Le gouvernement américain pourrait modifier à nouveau sa position en matière de politique commerciale si les consommateurs américains en venaient à souffrir de l'inflation et de la hausse des prix attribuables aux droits de douane.

En dépit des changements de cap en matière de politique commerciale et des manchettes, le dernier trimestre nous rappelle on ne peut plus clairement qu'il vaut mieux éviter de liquider ses placements. Forts de cette expérience, nous continuerons à tabler sur les données fondamentales et les tendances structurelles de longue haleine sans nous laisser distraire par les perturbations à court terme.

Gestion privée Fidelity est le nom de marque d'une entité commerciale faisant partie de Fidelity Investments Canada s.r.l. (FIC) et fournissant des produits et des services de gestion de patrimoine privé. Ces services ne sont pas tous offerts par FIC. Par exemple, les services de garde sont offerts par Services de compensation Fidelity Canada s.r.l., une société affiliée à FIC. Dans le cadre des services de gestion de placements discrétionnaires que propose Gestion privée Fidelity, FIC agit en tant que gestionnaire de portefeuille.

Le rendement des indices est présenté uniquement à des fins de comparaison. Les indices ne font l'objet d'aucune gestion et leur rendement ne tient pas compte des commissions de vente ni des frais, qui auraient pour effet de réduire le rendement. Il n'est pas possible d'investir directement dans un indice. Les énoncés aux présentes reposent sur des renseignements jugés fiables et sont fournis à titre d'information uniquement. Si ces renseignements reposent sur de l'information provenant, en tout ou en partie, de tiers, il nous est impossible de garantir qu'ils sont en tout temps exacts, complets et à jour. Ils ne peuvent être interprétés comme des conseils en placement ni comme des conseils d'ordre juridique ou fiscal, et ils ne constituent ni une offre ni une sollicitation d'achat. Les graphiques et les tableaux sont utilisés à des fins d'illustration seulement et ne reflètent pas la valeur future ni le rendement d'un fonds ou d'un portefeuille. Toute stratégie de placement doit être évaluée en fonction des objectifs de placement et de la tolérance au risque de l'investisseur. Fidelity Investments Canada s.r.l., ses sociétés affiliées et les entités qui lui sont apparentées ne peuvent être tenues responsables de quelque erreur ou omission éventuelle ni de quelque perte ou dommage subi.

De temps à autre, un gestionnaire, analyste ou autre employé de Fidelity peut exprimer une opinion sur une société, un titre, une industrie ou un secteur du marché. Les opinions exprimées par ces personnes représentent un point de vue personnel à un moment donné et ne constituent pas nécessairement celui de Fidelity ou d'autres personnes au sein de l'organisation. Ces opinions sont appelées à changer à tout moment en fonction de l'évolution des marchés et d'autres facteurs, et Fidelity décline toute responsabilité en ce qui a trait à la mise à jour de ces points de vue. Ceux-ci ne peuvent pas être considérés comme des conseils en placement fiables ni comme une indication d'achat ou de vente visant un Fonds Fidelity, car les décisions de placement relatives aux Fonds Fidelity sont prises en fonction de nombreux facteurs.

Certaines déclarations formulées dans ce commentaire peuvent contenir des énoncés prospectifs de nature prévisionnelle pouvant inclure des termes tels que « prévoit », « anticipe », « a l'intention », « planifie », « croit », « estime » et d'autres expressions semblables ou leurs versions négatives correspondantes. Les énoncés prospectifs s'appuient sur des attentes et prévisions visant des facteurs généraux pertinents liés à la situation économique, au contexte politique et aux conditions du marché, comme les taux d'intérêt, et supposent qu'aucun changement n'est apporté au taux d'imposition en vigueur ni à la législation applicable. Les attentes et les projections à l'égard d'événements futurs sont intrinsèquement soumises, entre autres, à des risques et incertitudes parfois imprévisibles, et peuvent, par conséquent, se révéler incorrectes à l'avenir. Les énoncés prospectifs ne sont pas une garantie des rendements futurs, et les événements réels pourraient être substantiellement différents de ceux exprimés ou projetés dans les énoncés prospectifs. Certains éléments importants peuvent contribuer à ces écarts, y compris, notamment, les facteurs généraux liés à la situation économique, au contexte politique et aux conditions du marché en Amérique du Nord ou ailleurs dans le monde, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et les marchés financiers mondiaux, la concurrence commerciale et les catastrophes. Vous devez donc éviter de vous fier indûment aux énoncés prospectifs. En outre, nous n'avons pas l'intention de mettre à jour ces énoncés à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la concrétisation d'événements futurs ou pour quelque autre raison que ce soit.